Intervention d'Alain Lambert, ministre délégué au Budget et à la Réforme budgétaire

Déjeuner-débat « rencontres Coface Clients » à Caen

23 juin 2003

« Quelle stratégie budgétaire et fiscale pour une meilleure compétitivité de l'entreprise France ?»

Monsieur le président-directeur général de la Coface, François David,

Madame la directrice régionale de Rouen, Joëlle Percebois,

Mesdames et messieurs, chers amis,

Je me réjouis de cet échange direct et sincère avec vous, qui avez embrassé ce beau métier d'entrepreneur. Ces occasions sont trop rares.

Mon souhait est qu'ensemble, nous puissions réfléchir à la stratégie économique, financière et budgétaire à mener dans une économie mondialisée.

Je sais combien vous êtes au contact des réalités économiques du monde. Que cette question de la *compétitivité* est au cœur de vos préoccupations et du quotidien de vos entreprises.

J'affirmerai d'emblée *une conviction* : pas plus que les entreprises, l'Etat n'échappe au défi de la mondialisation. La France doit être un lieu de ralliement des talents et des investissements. Son devoir est donc de se moderniser, de réduire les coûts, pour fonder une croissance forte, durable et équilibrée.

Ma *seconde conviction* : la France a trop tardé à prendre conscience de ce défi de la compétitivité.

Alors que presque tous les pays développés, nos concurrents, réformaient, dès les années 80, leur gestion publique, que les entreprises françaises se restructuraient, l'Etat est resté en France inerte.

L'heure de la Réforme a aujourd'hui sonné. Et la politique économique et budgétaire du gouvernement en porte déjà l'ambition. Elle n'annonce ni sang, ni larmes, mais au contraire la part d'espérance et de confiance que chaque Français doit vouloir offrir aux générations futures.

Examinons ensemble les axes principaux de cette nouvelle dynamique de modernisation.

1. POUR FAIRE FACE AUX DEFIS DE LA MONDIALISATION ET S'AFFIRMER COMME UNE TERRE DE COMPETITIVITE, L'ETAT DOIT SE REFORMER

a) L'Etat est appelé à une reconfiguration radicale

L'Etat-Nation a été le moteur de la modernité, de la démocratie, du marché, de l'industrialisation et du tissage d'un lien social harmonieux.

Aujourd'hui, ce modèle séculaire est ébranlé. Les économies se sont ouvertes, l'Europe s'est élargie, les collectivités locales se sont émancipées. Et vous, acteurs économiques, vous avez gagné votre autonomie. Et vous attendez de l'Etat qu'il vous encourage, non qu'il vous freine !

L'Etat est ainsi appelé à une reconfiguration radicale. La voie la plus évidente de modernisation passe par une *limitation volontariste de ses attributions et du poids de ses prélèvements*.

b) une nouvelle ambition pour la compétitivité

***A l'évidence, la « richesse des nations »* dépend moins aujourd'hui du contrôle physique des ressources, et de plus en plus de la maîtrise technologique, de la faculté d'attirer entreprises à forte valeur ajoutée, entrepreneurs et chercheurs.**

Nous devons donc entrer de plain-pied dans la compétition entre Etats, avec un mental de champion.

Loin d'être hors jeu, *l'Etat doit s'affirmer comme un facteur décisif d'attractivité*, en offrant un environnement favorable aux entrepreneurs.

Est-ce possible ? Oui. De nombreux Etat ont ouvert la voie, en se modernisant, en améliorant les services rendus aux habitants tout en réduisant les coûts, en assainissant les finances à la faveur de la croissance des années 90. Ces efforts se sont partout révélés positifs : le potentiel de croissance s'est relevé, la confiance a pu être restaurée et la demande interne privée en a été stimulée.

c) L'exemple du Canada

***Je citerai l'exemple du Canada* qui m'a frappé. En moins de 4 ans, à partir de 1994, il a pu résorber un déficit public de plus de 6 points de PIB.**

Aujourd'hui, le Canada achève son 6e exercice consécutif excédentaire. Le poids de la dette a baissé de 20 points de PIB de 1995 à 2002 et les dépenses de 10,3%.

Cet ajustement a été rendu possible non par la hausse de la fiscalité ou la politique de la hache mais en *s'interrogeant sur les missions d'un Etat moderne à l'aube du 21e siècle*. Les Canadiens ont, en quelque sorte, *reconstruit leur administration*.

Cette réforme a été exemplaire. Elle a recueilli le soutien de la population : l'équipe gouvernementale a été reconduite aux affaires, en remportant trois fois de suite les élections générales, pour la 1ère fois dans l'histoire du Canada.

J'en déduis un *théorème, inspiré de l'expérience de Raymond Barre : l*e gouvernement qui restaurera l'équilibre en France sortira victorieux des urnes.

d) une nouvelle ambition pour la compétitivité, au nom de nos atouts

Ce qui a été réussi ailleurs peut l'être en France. N'ayons donc aucune crainte devant la réforme. D'autant que nous *disposons d'atouts dans cette grande compétition entre Etats*.

En dépit de mauvais classements récemment, notre pays conserve des points forts pour attirer les investissements étrangers. Une récente étude du Conseil d'Analyse Economique nous rassure sur ce point.

En 2002, le site France a vu se conforter son attractivité, en devenant le second pays d'accueil des flux d'investissements, après la Chine.

J'y vois là un signal encourageant, au moment même où les investissements directs entrants ont chuté dans les principaux pays de l'OCDE, et particulièrement aux Etats-Unis.

La France ne peut plus se permettre de reculer devant les réformes. L'ambition de modernisation, qui est celle du gouvernement, passe par l'assainissement de nos comptes publics.

2. LA MODERNISATION NE SE FERA QU'AU PRIX D'UN ASSAINISSEMENT DE NOS FINANCES PUBLIQUES

a) La situation budgétaire est dégradée

Ne nous cachons pas d'abord les difficultés budgétaires actuelles. Au-delà de la conjoncture, elles s'enracinent dans des « déficits structurels » à répétition :

De 1999 à 2002, les taux d'imposition ont été diminués alors que s'envolaient les dépenses (+ 2,2% par an), soit 125 Mds € d'écart entre 1997 et 2002.

Les fruits aussi virtuels qu'éphémères de la bulle internet ont ébloui les gouvernants qui les ont engloutis dans de nouvelles dépenses, véritables « bombes à retardement » :

-création de 42.000 emplois publics et de 220 000 emplois-jeunes,
-le financement des 35 heures et la gestion des multiples *minima* salariaux,
-l'ouverture de nouveaux droits sociaux (CMU, APA, AME, etc.).

Au total, le déficit de nos administrations publiques s'est élevé à 3,1 % du PIB en 2002. Il devrait s'établir à 3,4 %, cette année.

Depuis deux ans, nous devons à nouveau emprunter pour payer les intérêts de la dette !

Songeons qu'aujourd'hui, les dépenses de l'Etat sont supérieures de 17 % à ses recettes. *Quelle entreprise pourrait supporter durablement pareil déséquilibre ?*

b) notre impératif : une politique budgétaire de bon sens

Indépendamment des recommandations européennes, notre responsabilité est de redresser cette situation, en menant *une politique budgétaire de bon sens. Celle-là même que vous conduisez dans vos entreprises, celle que nous recommande le Code civil à travers la notion de « gestion de bon père de famille ».*

c) L'impérative maîtrise des dépenses

Nous avons choisi, en pleine conscience de nos devoirs, de rejeter l'hypothèse de la réduction à marche forcée du déficit, c'est-à-dire l'augmentation des prélèvements ou la coupe aveugle dans les dépenses. Elles risquaient de précipiter notre économie dans la récession.

Nous avons donc accepté de dépasser *temporairement les* 3%. Nous l'avons expliqué.

Nous sommes *tout autant* déterminés à ne pas laisser s'installer durablement le déficit. Et à *maîtriser la dépense* :

- **Pour 2003, il ne sera pas dépensé en exécution un euro de plus que le montant des crédits autorisés par le Parlement,**
- **Pour 2004, les dépenses de l'Etat seront stabilisées en volume.**

Cette politique s'inscrira dans la durée. Seule la maîtrise sur le moyen terme de la dépense peut rendre durables les *baisses d'impôts et les allègements de charges que nous souhaitons.*

Mais, pour que notre Etat se réforme et que la dépense gagne en efficacité, les méthodes et les outils de gestion doivent eux-mêmes se réformer.

d) L'Etat a besoin d'outils de gestion rénovés pour se moderniser

Après m'être beaucoup impliqué dans l'adoption de la *nouvelle constitution financière de l'Etat, j*e m'applique à moderniser la *méthode de travail gouvernementale en matière budgétaire*.

J'ai proposé au Premier ministre le cadre d'une nouvelle gouvernance budgétaire, dont certains principes renouvellent la relation séculaire entre « Bercy » et les ministres gestionnaires. Elle repose sur deux principes fondamentaux :

- **Premier principe : *responsabiliser les ministres***
  « *Chaque ministre doit être son propre ministre des finances* », c'est-à-dire l'initiateur de ses réformes, le garant de la bonne exécution de son budget, le comptable de ses résultats au regard des objectifs que lui assigne le Parlement.

- **Second principe : *inverser la charge de la preuve***
  La recherche d'économies doit impliquer les ministères gestionnaires eux-mêmes et plus seulement Bercy.

Concrètement, **depuis cette année, *se* tiennent, en prélude aux discussions budgétaires, des réunions consacrées à la révision des missions de l'Etat et la recherche d'économies structurelles.**

Le Premier ministre a validé cette démarche de rationalisation de l'argent public. Les économies mises au jour devront se traduire dans le prochain budget. Ce dispositif nouveau est un levier pour la réforme. Il sera actionné.

EN CONCLUSION **: AU-DELA DES INCERTITUDES ET DES DIFFICULTES, GARDONS FOI DANS NOTRE CAPACITE A REBONDIR ET A RAYONNER DANS LE MONDE**

Je ne peux conclure sans vous faire partager *ma foi en l'avenir*. La récente révision de la prévision de croissance témoigne des difficultés actuelles. Mais parce qu'elle est difficile, elle nous appelle à changer nos pratiques désuètes et dispendieuses.

Rien n'atteindra notre détermination à réformer :

- *En renforçant de front emploi et productivité et en créant un climat favorable aux acteurs économiques* (par la baisse des prélèvements, le soutien à l'innovation, la revalorisation de la valeur travail, la restauration de l'attractivité de la France),
- En *mettant sous tension l'Etat pour qu'il accroisse sa performance et son efficacité*

- *En préparant l'avenir*, par la réforme des retraites, par celle de l'assurance maladie et par la décentralisation

Conscients de nos faiblesses, nous nous employons à les lever durablement. Fiers de nos atouts, nous devons, chacun à notre place, redoubler d'efforts pour aller à la conquête du monde.

Voilà, à mon sens, le chemin de la croissance et du progrès partagé.